

RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTÈRE DU BUDGET

Document n° 7

**CADRE BUDGETAIRE A MOYEN
TERME 2017 - 2019**

Kinshasa, Mai 2017

SOMMAIRE

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES	ii
LISTE DES ACRONYMES	iii
INTRODUCTION	1
I. POLITIQUES SECTORIELLES ESSENTIELLES	2
II. PROGRAMMATION BUDGETAIRE A MOYEN TERME 2017-2019.....	8
2.1 Perspectives économiques 2017-2019	8
2.2 EVOLUTION PREVISIONNELLE DES DEPENSES.....	11
2.2.1. Mesures et actions pour l'encadrement des dépenses	11
2.2.2. Trajectoire des dépenses du pouvoir central	12
2.2.3. Trajectoire des dépenses des Provinces	13
2.2.4. Trajectoire des dépenses des ETD.....	13
2.3. EVOLUTION PREVISIONNELLE DES RECETTES.....	14
2.3.1. Mesures et actions pour la maximisation des recettes	14
2.3.2. Trajectoire des recettes du Pouvoir central.....	15
2.3.3. Trajectoire des recettes des Provinces.....	16
2.3.4. Trajectoire des recettes des ETD	17
2.4. EVOLUTION PREVISIONNELLE DU SOLDE BUDGETAIRE ET DE SON FINANCEMENT.....	17
III. RISQUES ET CONTRAINTES DE LA MISE EN ŒUVRE DU CBMT	19

LISTE DES TABLEAUX ET GRAPHIQUES

N°	Intitulé
Tableau 1	Principaux indicateurs macroéconomiques 2017-2019
Tableau 2	Contributions sectorielles dans la croissance 2017-2019 (en points de croissance)
Tableau 3	Evolution des dépenses publiques par nature de 2017-2019
Tableau 4	Evolution des dépenses des Provinces par grande nature de 2017-2019
Tableau 5	Evolution des dépenses des ETD par grande nature 2017-2019
Tableau 6	Evolution des recettes du Pouvoir central de 2017 à 2019
Tableau 7	Evolution des recettes des Provinces de 2017 à 2019
Tableau 8	Evolution des recettes des ETD de 2017 à 2019
Tableau 9	Evolution du solde et de l'endettement
Graphique 1	Evolution des dépenses par niveau de pouvoir
Graphique 2	Evolution des recettes par niveau de pouvoir

LISTE DES ACRONYMES

CBMT	: Cadre Budgétaire à Moyen Terme
CDMT	: Cadre des Dépenses à Moyen Terme
DSCR	: Documents de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté
DPSB	: Direction de la Préparation et du Suivi du Budget
EPSP	: Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
ETD	: Entité Territoriale Décentralisée
FARDC	: Forces Armées de la République Démocratique du Congo
FC	: Franc Congolais
LOFIP	: Loi relative aux finances publiques
PBAG	: Programmation Budgétaire des Actions du Gouvernement
PIB	: Produit intérieur brut
PME	: Petite et Moyenne Entreprise
PMI	: Petite et Moyenne Industrie
PNIA	: Plan national d'investissement agricole
PNSD	: Plan National Stratégique de Développement
RDC	: République Démocratique du Congo
SONAS	: Société Nationale d'Assurance
TVA	: Taxe sur la Valeur Ajoutée
USD	: United State Dollars

INTRODUCTION

Le Cadre Budgétaire à Moyen Terme (CBMT) est élaboré conformément aux prescrits de la Loi n° 11/011 du 13 juillet 2011 relative aux Finances Publiques (LOFIP), spécialement en ses articles 13 et 76. Il permet d'opérationnaliser les actions du Gouvernement sur trois ans, afin d'assurer la cohérence entre les stratégies de développement et le budget.

Entre 2012 et 2016, ce lien était assuré par le document dénommé « Programmation Budgétaire des Actions du Gouvernement » (PBAG). Celle-ci définissait la stratégie budgétaire et la trajectoire des finances publiques. Elle permettait l'allocation des ressources, le suivi et le contrôle de l'action du Gouvernement, à travers les axes de son programme d'action.

Cependant, elle n'intégrait pas les données relatives aux dépenses et recettes des provinces, des entités territoriales décentralisées (ETD) ainsi que celles des budgets annexes et des comptes spéciaux.

A partir de l'exercice 2017, l'option a été levée d'élaborer le CBMT proprement dit, conformément aux articles de la LOFIP sus-évoqués afin de pallier les insuffisances de la PBAG.

Le présent CBMT, qui couvre la période 2017-2019, a comme toile de fond le Programme d'action du Gouvernement défini par le Premier Ministre lors de son investiture le 16 mai 2017. Il décline les prévisions, pour la période sus visée, de l'ensemble des dépenses et recettes du pouvoir central, des provinces et des entités territoriales décentralisées, du solde qui s'en dégage ainsi que de l'évolution de l'endettement. Il détermine en définitive les plafonds des dépenses des institutions, ministères et services publics ainsi que les planchers des recettes devant servir à la préfiguration budgétaire de l'exercice 2017. De ce fait, il est le cadre de référence pour l'élaboration du Cadre des Dépenses à Moyen Terme central (CDMT).

Outre l'introduction et la conclusion, le présent document est structuré en trois points. Le premier présente les politiques publiques déclinées dans le programme du Gouvernement, la programmation budgétaire 2017-2019 fait l'objet du deuxième point, et enfin le troisième présente les risques et contraintes liés à la mise en œuvre du CBMT.

I. POLITIQUES SECTORIELLES ESSENTIELLES

Avant 2016, les différentes programmations budgétaires reposaient sur les cadres de référence du pays qui traduisaient la vision pour le développement, notamment les Documents de Stratégie de Croissance et de Réduction de la Pauvreté (DSCR 1 et 2), les idées forces de la Révolution de la Modernité et le Programme d'Action du Gouvernement 2012-2016.

Ces différents documents stratégiques étant arrivés à échéance en 2016, le Gouvernement a décidé de doter le pays d'un Plan National Stratégique de Développement (PNSD) qui vise à hisser la RDC au rang des pays à revenu intermédiaire en 2021, des pays émergents en 2030 et des pays développés en 2050.

Bâti autour de sept orientations stratégiques¹, le PNSD couvre l'horizon temporel 2017 – 2050, et son opérationnalisation est assurée à travers la mise en œuvre de sept plans quinquennaux.

Le premier Plan quinquennal 2017-2021 devra permettre à la RDC d'accéder au statut de pays à revenu intermédiaire, avec un PIB par habitant porté à **1.030 USD**. Il s'articule autour de quatre piliers, à savoir :

1. Paix, sécurité, démocratie et gouvernance ;
2. Gestion macroéconomique et développement de l'activité économique ;
3. Infrastructures, environnement et cadre de vie ;
4. Capital humain, emploi et bien-être social.

C'est dans ce cadre que s'inscrit le Programme d'action du Gouvernement d'union nationale articulé autour des quatre objectifs ci-après :

1. Organiser les élections ;
2. Stabiliser et relancer l'économie nationale ;
3. Améliorer les conditions de vie de la population ;
4. Restaurer la sécurité des personnes et de leurs biens.

¹ Dont (i) la consolidation de la sécurité, de la démocratie et de la justice, (ii) l'investissement qualitatif et efficace dans l'homme, (iii) l'amélioration du climat des affaires, (iv) la diversification de l'économie et l'élargissement de la chaîne de création des valeurs, (v) l'accroissement de la productivité de l'agriculture pour garantir la sécurité alimentaire, (vi) la résorption du déficit infrastructurel et (vii) la protection de l'environnement.

Ainsi, les différentes politiques publiques à mettre en œuvre devant permettre l'atteinte de ces objectifs couvrent les secteurs prioritaires et les autres secteurs de la vie nationale. Il s'agit notamment de l'organisation des élections, des secteurs de l'Agriculture, du Développement Rural, des Infrastructures et Travaux publics, de l'Energie, du Tourisme, des Transports, de l'Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel, de la Santé, de la Fonction publique, de l'Industrie, des Affaires sociales, de la Justice et du Pouvoir judiciaire, de l'Environnement, des Affaires étrangères, de la Police et de la Défense.

1.1 ORGANISATION DES ELECTIONS

Le Gouvernement s'est fixé comme premier objectif dans son programme d'action, celui d'organiser des élections crédibles, libres, transparentes et apaisées. A cet effet, il entend mener des actions devant permettre notamment la sécurisation du processus électoral avant, pendant et après les élections et la rationalisation du système électoral.

1.2 AGRICULTURE

La politique du Gouvernement dans le secteur de l'agriculture est de promouvoir la croissance de ce secteur en vue de contribuer à la diversification de l'économie nationale ainsi que sa résilience.

A ce titre, les principales actions à mener consistent (i) à la création des zones industrielles et de parcs agro-industrielles sous forme de Partenariat Public Privé, (ii) à la mise en œuvre du Plan national d'investissement agricole (PNIA), (iii) au lancement et à la poursuite des projets de réhabilitation et de modernisation des routes de desserte agricole, (iv) à l'investissement dans la recherche, la vulgarisation et l'enseignement agricole et (vi) à la réduction de la vulnérabilité du secteur aux changements climatiques.

1.3 DEVELOPPEMENT RURAL

Dans le secteur du Développement Rural, les actions à mettre en œuvre visent l'amélioration qualitative et quantitative des infrastructures en milieu rural, en vue d'accroître le taux d'accès à l'eau potable, la desserte en électricité ainsi que l'accès des paysans aux marchés.

1.4 INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS

Dans le secteur des infrastructures et travaux publics, la politique du Gouvernement consiste principalement à poursuivre la construction, la réhabilitation, la rentabilisation des routes d'intérêt général et des voiries urbaines, l'aménagement des espaces ainsi que l'assainissement des bâtiments et édifices publics.

1.5 ENERGIE

La politique du Gouvernement dans le secteur de l'énergie vise d'une part, à améliorer l'accès à l'électricité en faveur des groupes sociaux, avec un accent sur l'électrification rurale et d'autre part, à améliorer l'accès des populations urbaines et rurales à l'eau potable.

L'accès à l'électricité passe notamment par (i) le développement des unités de production de l'énergie électrique, des réseaux de transport et des réseaux de distribution, (ii) l'application de la loi sur l'électricité pour favoriser le lancement des projets de construction ou de modernisation des mini-barrages hydro-électriques.

En ce qui concerne le sous-secteur de l'eau, l'atteinte de l'objectif susvisé passe notamment par l'amélioration de la réglementation du secteur afin de le rendre plus accessible aux opérateurs privés.

1.6 TOURISME

La politique du Gouvernement dans le secteur du tourisme repose sur le renforcement des capacités institutionnelles et la promotion du tourisme à travers notamment : (i) l'amélioration de la gouvernance administrative et technique, (ii) le renforcement des cadres légaux et réglementaires, (iii) le renforcement de la collaboration inter sectorielle, (iv) la promotion et le développement du tourisme, (v) le renforcement des capacités du secteur du tourisme et (vi) la construction des infrastructures d'accueil et l'aménagement des sites touristiques.

1.7 TRANSPORTS

Dans le secteur des transports, la politique vise le développement d'un système de transport intégré et multimodal capable de désenclaver le pays. Ceci devra permettre de relier tous les pôles économiques du pays en vue de favoriser l'émergence d'un vaste marché intérieur et assurer, à des prix compétitifs, l'interconnexion de ces pôles avec les marchés extérieurs.

1.8 ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL

La politique dans le secteur de l'EPSP vise principalement à assurer la gratuité de l'enseignement de base. Elle consiste aussi à accroître l'accès à l'éducation de base, promouvoir un système éducatif plus équitable, améliorer la qualité et l'efficacité de l'enseignement ainsi qu'à renforcer la gouvernance du secteur.

Ainsi, le Gouvernement entend, d'une part, poursuivre la mécanisation des enseignants, le programme d'acquisition et de distribution des manuels scolaires et des guides pédagogiques en faveur des écoles primaires, le programme de construction des écoles dans toutes les provinces et, d'autre part, promouvoir le programme de renforcement des capacités des enseignants et l'extension de la mutuelle de santé des enseignants en provinces.

1.9 SANTE

La politique du Gouvernement dans le secteur de la santé vise à accroître, d'une part, la couverture de l'offre des soins de santé primaires de qualité, particulièrement en faveur des groupes vulnérables et, d'autre part, l'accessibilité et l'utilisation des services de santé par la population.

De manière singulière, un accent sera mis sur (i) le renforcement des capacités des professionnels de la santé en vue de leur permettre d'offrir des services et soins de santé de qualité, (ii) la réhabilitation et l'équipement des infrastructures sanitaires, des hôpitaux et des centres de santé de référence dans les chefs-lieux des provinces, (iii) l'offre des médicaments et produits de santé de qualité, prioritaires et vitaux, (iv) l'amélioration de la gouvernance des structures de santé de l'Etat, (v) la lutte contre les maladies endémiques, notamment le paludisme, le VIH/SIDA, la tuberculose, la fièvre jaune, la rougeole et le choléra.

1.10 FONCTION PUBLIQUE

Dans le secteur de la Fonction publique, la politique du Gouvernement a pour objectif l'amélioration des conditions des agents et fonctionnaires de l'Etat. Dans ce cadre, le Gouvernement entend poursuivre les réformes de l'administration publique qui visent (i) la modernisation des services publics pour les rendre plus performants, (ii) la mise à la retraite et le rajeunissement des agents de l'administration publique, (iii) l'opérationnalisation de la caisse nationale de sécurité sociale des agents publics pour assurer une pension adéquate aux retraités, (iv) la rationalisation des rémunérations des agents et fonctionnaires de l'Etat ainsi que (v) la poursuite de la mécanisation des non payés ou nouvelles unités et (vi) la poursuite de la bancarisation de la paie de fonctionnaires de l'Etat.

1.11 INDUSTRIE ET ENTREPRENEURIAT

Dans le secteur de l'Industrie et de l'Entrepreneuriat, la politique du Gouvernement consiste à promouvoir la classe moyenne. Des actions à mettre en œuvre devront concourir à encourager l'entrepreneuriat féminin par l'encadrement et l'équipement des femmes et jeunes filles, à la mise en place des incubateurs en faveur des PME et PMI, au soutien du secteur privé productif œuvrant dans l'agro-industrie par son financement à des conditions concessionnelles et à la promotion de l'entrepreneuriat local par la mise en œuvre de la loi sur la sous-traitance.

1.12 AFFAIRES SOCIALES

Dans le secteur des affaires sociales, la politique du Gouvernement vise l'amélioration de la coordination et de la gouvernance de la protection sociale. A cet effet, les principales actions suivantes sont envisagées : (i) l'adoption de la politique nationale de la protection sociale et le lancement de sa mise en œuvre, (ii) la facilitation de l'accès des enfants, garçons et filles, notamment à l'alimentation saine et équilibrée et à l'éducation, à travers des cantines scolaires et (iii) le soutien aux personnes en situation difficile, en particulier celles de 3^{ème} âge et la facilitation de leur accès aux services sociaux de base.

1.13 JUSTICE ET POUVOIR JUDICIAIRE

La politique du système judiciaire vise à (i) consolider la démocratie et promouvoir les droits de l'homme, (ii) poursuivre la lutte contre la corruption et l'impunité (iii) encourager l'indépendance de la magistrature, (iv) protéger les femmes contre toutes formes de violences et (v) assainir le climat des affaires.

L'atteinte de ces objectifs passe notamment par le renforcement de l'indépendance du pouvoir judiciaire, le renforcement des capacités humaines et institutionnelles des professions judiciaires et du personnel administratif et auxiliaire de justice ainsi que la redynamisation de l'administration pénitentiaire.

1.14 ENVIRONNEMENT / PROCESSUS REDD+

Dans le secteur de l'environnement, l'objectif du Gouvernement est de poursuivre l'assainissement des villes et de grands centres urbains.

Par ailleurs, les actions du Gouvernement viseront la Réduction des Emissions liées à la Déforestation et à la Dégradation de Forêts. Dans ce cadre, il s'est doté en 2012 d'une stratégie nationale REDD+.

A ce titre, le Gouvernement entend mener des actions de grande envergure aux moteurs de déforestations, à savoir l'agriculture, le bois-énergie, les forêts, les mines et hydrocarbures, les infrastructures, l'aménagement du territoire, le foncier, la démographie et la gouvernance du secteur.

1.15 AFFAIRES ETRANGERES

La politique du Gouvernement dans le secteur des Affaires étrangères vise à poursuivre le renforcement de la coopération internationale et régionale. Dans ce cadre, le Gouvernement envisage notamment le renforcement des capacités institutionnelles et l'amélioration de la gouvernance diplomatique.

1.16 POLICE

L'action du Gouvernement dans le secteur de la Police vise la poursuite des efforts de sécurisation des personnes et de leurs biens afin d'éradiquer la délinquance juvénile en milieux urbains. Un accent particulier sera mis sur la sécurisation du processus électoral afin de garantir des élections apaisées.

Des efforts seront également axés sur le renforcement de la qualité de prestations de la Police, l'amélioration des conditions sociales des policiers, l'équipement, la construction et la réhabilitation des infrastructures administratives nationales et provinciales des services du secteur.

1.17 DEFENSE

Dans le secteur de la Défense, l'action du Gouvernement vise le renforcement et l'amélioration de la mise en condition des FARDC, la poursuite de la restructuration, de la réorganisation et de l'équipement de l'armée nationale et la sécurisation de l'ensemble du territoire national.

II. PROGRAMMATION BUDGETAIRE A MOYEN TERME 2017-2019

Ce point présente les perspectives économiques qui fondent les hypothèses de prévision des dépenses et des recettes avant de décliner la prévision de l'évolution des dépenses et des recettes du pouvoir central, des provinces et des ETD ainsi que du solde budgétaire et de l'endettement au cours de la période 2017-2019.

2.1 Perspectives économiques 2017-2019

Dans ce point, il sera abordé les perspectives mondiales et régionales, d'une part, et les perspectives nationales, d'autre part.

2.1.1 Perspectives mondiales et régionales

Selon les estimations du Fonds Monétaire International d'avril 2017, la croissance mondiale devrait passer de **3,1%** en 2016, à **3,5%** en 2017, à **3,6%** en 2018 et pourrait se situer autour de **3,8%** en 2019, grâce à l'affermissement de l'activité dans les pays émergents et les pays en développement.

Dans les pays avancés, la croissance resterait constante entre 2017 et 2018 avec un taux de **2,0%**, contre **1,7%** en 2016. Ce redressement s'explique principalement par une accélération de la croissance attendue aux États-Unis. Toutefois, cette prévision reste incertaine, étant donné les changements que la nouvelle administration américaine pourrait apporter à la politique budgétaire et leurs répercussions à l'échelle mondiale.

Dans la zone Euro dans son ensemble, il s'observerait une baisse de l'activité économique. La croissance économique devrait atteindre **1,6%** en 2018, contre **1,7%** en 2017 et 2016. Cette morosité de l'activité économique s'expliquerait par le ralentissement de la productivité, une évolution démographique défavorable et, dans certains pays, par des problèmes non résolus de surendettement public et privé.

Dans les pays émergents et en développement, la croissance est estimée à **4,1%** pour 2016 et devrait atteindre **4,5%** en 2017 et **4,8%** en 2018. L'accélération attendue s'explique dans une large mesure par une reprise dans plusieurs pays exportateurs de produits de base et un affermissement de la croissance en Inde.

En Chine particulièrement, bien que les perspectives actuelles se soient améliorées par rapport à l'édition de janvier 2017, la croissance économique évoluerait de façon baissière de **6,7%** en 2016 à **6,6%** en 2017 pour se situer à **6,2%** en 2018, baisse due à la mauvaise affectation des ressources et à la vulnérabilité grandissante, tributaire notamment du relâchement de la politique économique.

Cette dynamique constatée au niveau international pourrait se répercuter sur les économies de l'Afrique subsaharienne où la croissance économique à moyen terme devrait rester sur une trajectoire supérieure au taux de **1,4 %** observé en 2016 pour se situer à **2,6%** en 2017 et remonter à **3,5%** en 2018, grâce à un léger redressement des cours des produits de base et un réajustement rapide des politiques publiques.

2.1.2 Perspectives nationales

A l'instar de l'économie mondiale et régionale, la RDC devrait, au cours de la période allant de 2017 à 2019, connaître un relèvement de sa croissance économique par rapport à son niveau de 2016. Elle se situerait à **3,5%** en 2017, **5,5%** en 2018 et à **7,0%** en 2019, soit une moyenne de **5,3 %** l'an, comme le montre le tableau 1 ci-dessous.

Par ailleurs, au cours de la période sous analyse, les niveaux de l'inflation projetée permettraient de stabiliser le cadre macro-économique dans la durée et de maîtriser les anticipations inflationnistes. Ainsi, le taux d'inflation moyen ne dépasserait pas une moyenne de **8,8%** l'an.

Il est également attendu sur la période, une décélération du rythme de dépréciation de la monnaie nationale. Le taux de change moyen passerait, pour un dollar américain, de **1.452,25** Francs congolais en 2017, à **1.731,12** Francs congolais en 2018 et à **1.791,07** Francs congolais en 2019.

La pression fiscale devrait augmenter au rythme de 1 point de pourcentage annuellement sur la période sous analyse. Avec un niveau de **13%** en 2017, elle atteindrait **14%** en 2018 et **15%** en 2019.

Tableau 1 : Principaux indicateurs macroéconomiques 2017-2019

Indicateurs	2016	Projections		
		2017	2018	2019
Taux de croissance du PIB (en %)	2,4	3,5	5,5	7,0
Taux d'inflation moyen (%)	18,20	12,50	9,65	4,15
Taux d'inflation fin période (%)	23,60	17,90	12,20	7,00
Déflateur	3,69	4,15	4,55	4,74
Taux de change moyen (FC/USD)	1 011,50	1 452,25	1 731,12	1 791,07
Taux de change fin période (FC/USD)	1 215,60	1 688,90	1 773,34	1 808,81
PIB Constant (en milliards de FC)	11 049,9	11 436,65	12 063,86	12 913,21
PIB nominal (en milliards de FC)	40 735,91	47 431,87	54 869,54	61 146,89
Pression fiscale (%)	9,47	13,00	14,00	15,00

Source : Note de cadrage, Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique, mai 2017

Cette reprise attendue de l'activité économique serait tirée par les secteurs primaire et tertiaire, comme le montre le tableau 2 ci-dessous.

La contribution escomptée dans le secteur primaire est tributaire du dynamisme des industries extractives dans l'hypothèse de maintien à la hausse des cours du cuivre et de la reprise de quelques projets miniers de grande envergure ainsi que de la relance de l'agriculture dans la perspective de la mise en œuvre du Plan National d'Investissement Agricole (PNIA). Ce secteur sera également boosté par l'entrée en activité de deux nouvelles cimenteries dans la province du Kongo central. Il s'agit de la cimenterie PPC Barnet et de la cimenterie Kongo (CIMKO), dont la production attendue est respectivement de **1,0 million** et **1,2 million** de tonnes de ciment par an.

La contribution du secteur tertiaire serait boostée principalement par la branche Transports et communications, du fait du développement du trafic routier au niveau national et de la concrétisation du projet de modernisation routier à Kinshasa.

Tableau 2 : Contributions sectorielles dans la croissance 2017-2019 (en points de croissance)

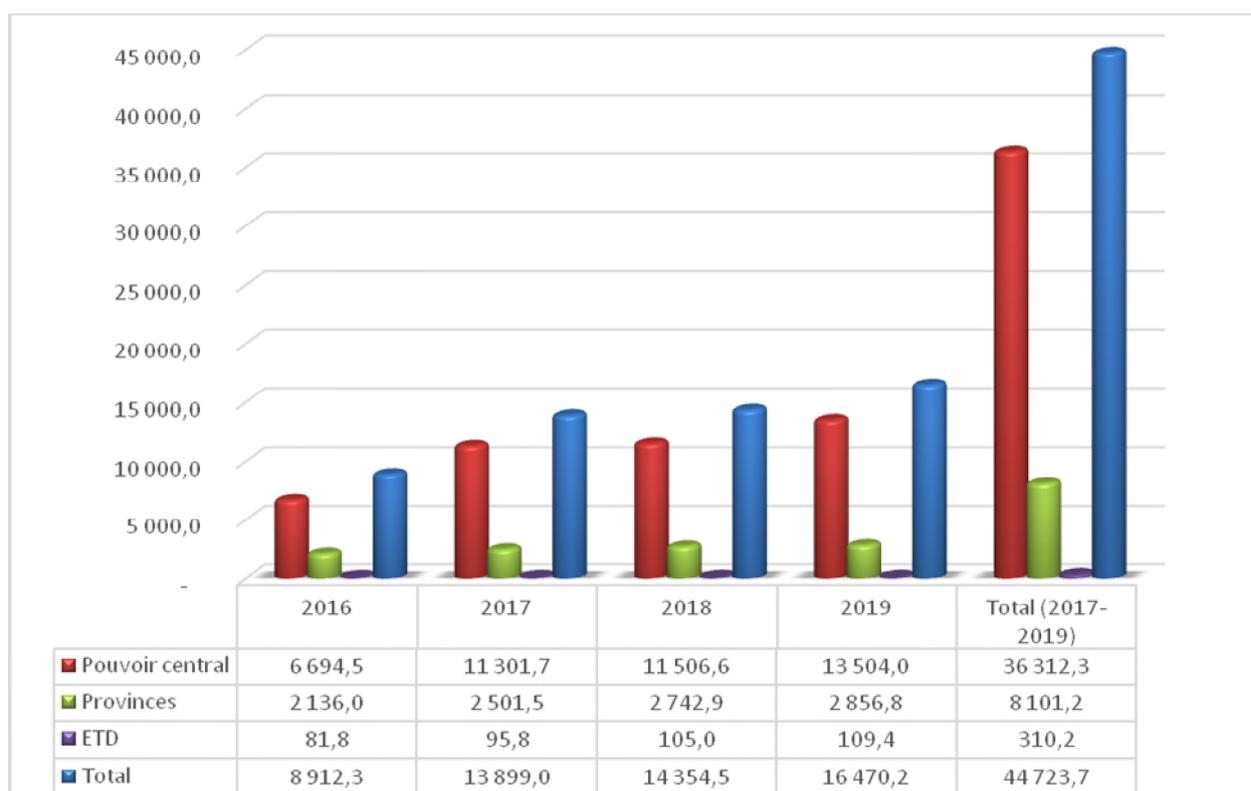
Secteur	2016	Projections			Moyenne (2017-2019)
		2017	2018	2019	
Primaire	0,4	2,1	2,4	3,2	2,6
Agriculture, Chasse, Sylvicultures et pêche	0,5	0,5	0,6	0,8	0,6
Industrie extractive	-0,2	1,7	1,8	2,4	2,0
Secondaire	0,4	0,6	1,1	1,2	1,0
Industries manufacturières	1,0	0,3	0,9	1,0	0,7
Electricité, gaz et eau	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Bâtiments et Travaux Publics	-0,7	0,1	0,1	0,1	0,1
Tertiaire	1,7	0,7	1,9	2,6	1,7
Transports et Communications	0,4	0,3	0,9	0,9	0,7
Commerce de gros et de détail	0,9	0,2	0,7	0,9	0,6
Autres	0,4	0,2	0,3	0,8	0,4
PIB au Cout des facteurs	2,4	3,4	5,4	6,9	5,2
Taxes sur les produits	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
PIB aux prix du marché (en %)	2,4	3,5	5,5	7,0	5,3

Source : Note de cadrage, Comité Permanent du Cadrage Macroéconomique, mai 2017

2.2 EVOLUTION PREVISIONNELLE DES DEPENSES

Pour la période 2017-2019, les dépenses totales s'élèveraient à **44.723,7 milliards de FC** comprenant les dépenses du Pouvoir central à hauteur de **36.312,3 milliards de FC**, celles des Provinces de l'ordre de **8.101,2 milliards de FC** et des ETD de **310,2 milliards de FC**.

Graphique 1 : Evolution des dépenses par niveau de pouvoir



Source : Données calculées sur base de la consolidation budgétaire 2015, DPSB, mai 2017

2.2.1. Mesures et actions pour l'encadrement des dépenses

En vue de préserver l'équilibre entre les recettes et les dépenses publiques, et dans le souci d'éviter tout recours au financement monétaire, les dépenses devront être contenues dans les limites des prévisions. A cet effet, le Gouvernement entend maintenir la discipline budgétaire, à travers le respect du plan d'engagement budgétaire cohérent avec le plan de trésorerie et la poursuite de la gestion sur base caisse.

Par ailleurs, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre des réformes visant la maîtrise des effectifs et des masses salariales, le respect des règles de passation des marchés publics et des procédures d'exécution de la dépense publique et la rationalisation des structures administratives.

2.2.2. Trajectoire des dépenses du pouvoir central

Pour la période 2017-2019, les dépenses totales du pouvoir central se situeraient à **36.312,3 milliards de FC**, à raison de **32.141,3 milliards de FC** du budget général, **2.845,1 milliards de FC** des budgets annexes et **1.325,9 milliards de FC** des comptes spéciaux.

2.2.2.1. Allocations budgétaires aux actions prioritaires du Gouvernement

Au cours de la période, le Gouvernement poursuivra la mise en œuvre des politiques prioritaires retenues dans la planification nationale de développement, notamment celles relatives aux cinq secteurs prioritaires traditionnels, aux secteurs à lois de programmation et à grandes réformes ainsi qu'aux secteurs porteurs de croissance.

Particulièrement pour 2017, le Gouvernement accordera une priorité aux actions, mesures et projets devant concourir à l'organisation des élections, l'arrêt de la dégradation de la situation économique du pays, l'amélioration des conditions de vie de la population et la restauration de la sécurité des personnes et de leurs biens sur l'ensemble du territoire national.

La mise en œuvre de ces priorités en 2017 requiert l'allocation des enveloppes budgétaires aux actions devant permettre de répondre aux priorités du Gouvernement ci-haut indiquées.

2.2.2.2. Trajectoire des dépenses par grande nature de 2017 à 2019

Les dépenses courantes se situeraient à **5.493,9 milliards de FC** en 2017, **6.523,6 milliards de FC** en 2018 et **7.053,8 milliards de FC** en 2019. Pour leur part, les dépenses en capital s'élèveraient respectivement à **4.519,8 milliards de FC**, **3.570,7 milliards de FC** et **4.979,3 milliards de FC** pour les mêmes exercices budgétaires.

Tableau 3 : Evolution des dépenses publiques par nature de 2017-2019

Rubriques	2016	Projections						Total (2017-2019)	Moyenne (2017-2019)
		2017	Tx. accr. (%)	2018	Tx. accr. (%)	2019	Tx. accr. (%)		
BUDGET GENERAL	5 497 471 597 384	10 013 784 680 698	82,2	10 094 359 220 358	0,8	12 033 185 780 480	19,2	32 141 329 681 537	10 713 776 560 512
Dépenses courantes	4 181 930 829 160	5 493 979 600 372	31,4	6 523 610 090 167	18,7	7 053 848 079 338	8,1	19 071 437 769 877	6 357 145 923 292
Dette publique	167 111 720 000	214 233 265 055	28,2	314 982 343 185	47,0	346 940 832 562	10,1	876 156 440 802	292 052 146 934
Frais financiers	78 325 328 200	122 516 237 035	56,4	228 809 435 770	86,8	251 201 651 025	9,8	602 527 323 830	200 842 441 277
Dépenses de Personnel	1 981 589 519 145	2 160 438 683 380	9,0	2 368 921 016 325	9,6	2 467 231 238 503	4,2	6 996 590 938 208	2 332 196 979 403
Biens, matériels et prestations	719 003 906 215	854 494 000 000	18,8	988 591 015 652	15,7	1 258 206 747 193	27,3	3 101 291 762 845	1 033 763 920 948
Subventions et Transferts	1 235 900 355 601	2 142 297 414 902	73,3	2 622 306 279 235	22,4	2 730 267 610 054	4,1	7 494 871 304 192	2 498 290 434 731
Depenses en capital	1 315 540 768 223	4 519 805 080 326	243,6	3 570 749 130 192	- 21,0	4 979 337 701 142	39,4	13 069 891 911 660	4 356 630 637 220
Investissements sur Ressources propres	374 264 613 666	736 754 579 083	96,9	1 376 323 561 024	86,8	2 186 432 431 292	58,9	4 299 510 571 399	1 433 170 190 466
Investissements sur Ressources Extérieures	941 276 154 557	3 783 050 501 243	301,9	2 194 425 569 168	- 42,0	2 792 905 269 850	27,3	8 770 381 340 261	2 923 460 446 754
BUDGETS ANNEXES	830 357 234 210	878 517 953 794	5,8	963 294 936 335	9,7	1 003 271 676 193	4,1	2 845 084 566 321	948 361 522 107
COMPTES SPECIAUX	366 677 671 524	409 407 796 544	11,7	448 915 648 910	9,6	467 545 648 340	4,2	1 325 869 093 793	441 956 364 598
DEPENSES TOTALES	6 694 506 503 117	11 301 710 431 035	68,8	11 506 569 805 603	1,8	13 504 003 105 012	17,4	36 312 283 341 651	12 104 094 447 217

Source : DPSB, mai 2017

2.2.3. Trajectoire des dépenses des Provinces

Les dépenses courantes des provinces se situeraient à **1.506,4 milliards de FC** en 2017, **1.651,8 milliards de FC** en 2018 et **1.720,3 milliards de FC** en 2019, soit une moyenne annuelle de **1.626,2 milliards de FC** sur la période.

S'agissant des dépenses en capital, elles s'élèveraient respectivement à **971,9 milliards de FC**, **1.065,6 milliards de FC** et **1.109,9 milliards de FC** pour les mêmes exercices budgétaires, soit une moyenne annuelle de **1.049,1 milliards de FC**.

Tableau 4 : Evolution des dépenses des Provinces par grande nature de 2017-2019

Rubriques	2016	Projections						Total (2017-2019)	Moyenne (2017-2019)
		2017	Tx. accr. (%)	2018	Tx. accr. (%)	2019	Tx. accr. (%)		
BUDGET GENERAL	2 116 153 165 683	2 478 279 876 161	17,1	2 717 433 884 210	9,7	2 830 207 390 405	4,2	8 025 921 150 776	2 675 307 050 259
Dépenses courantes	1 286 305 021 385	1 506 423 968 169	17,1	1 651 793 881 097	9,6	1 720 343 327 163	4,2	4 878 561 176 429	1 626 187 058 810
Dettes publiques	121 796 575 441	142 639 014 413	17,1	156 403 679 304	9,7	162 894 431 995	4,2	461 937 125 713	153 979 041 904
Frais financiers	7 634 714 753	8 941 205 315	17,1	9 804 031 628	9,7	10 210 898 940	4,2	28 956 135 882	9 652 045 294
Dépenses de Personnel	518 780 955 661	607 557 346 699	17,1	666 186 630 655	9,7	693 833 375 827	4,2	1 967 577 353 181	655 859 117 727
Biens, matériels et prestations	186 650 302 484	218 590 835 497	17,1	239 684 851 122	9,7	249 631 772 444	4,2	707 907 459 063	235 969 153 021
Subventions et Transferts	451 442 473 046	528 695 566 246	17,1	579 714 688 389	9,7	603 772 847 957	4,2	1 712 183 102 591	570 727 700 864
Depenses en capital	829 848 144 298	971 855 907 992	17,1	1 065 640 003 113	9,7	1 109 864 063 242	4,2	3 147 359 974 346	1 049 119 991 449
Investissements sur Ressources propres	748 285 193 230	876 335 496 922	17,1	960 901 872 375	9,7	1 000 779 300 078	4,2	2 838 016 669 375	946 005 556 458
Investissements sur Ressources Extérieures	81 562 951 068	95 520 411 070	17,1	104 738 130 738	9,7	109 084 763 163	4,2	309 343 304 971	103 114 434 990
BUDGETS ANNEXES	19 853 006 824	23 250 352 617	17,1	25 494 011 644	9,7	26 552 013 127	4,2	75 296 377 388	25 098 792 463
DEPENSES TOTALES	2 136 006 172 507	2 501 530 228 777	17,1	2 742 927 895 854	9,7	2 856 759 403 532	4,2	8 101 217 528 164	2 700 405 842 721

Source : Données calculées sur base de la consolidation budgétaire 2015, DPSB, mai 2017

2.2.4. Trajectoire des dépenses des ETD

Les dépenses courantes des ETD se situeraient à **58,2 milliards de FC** en 2017, **63,8 milliards de FC** en 2018 et **66,5 milliards de FC** en 2019, soit une moyenne annuelle de **62,9 milliards de FC** sur la période.

Quant aux dépenses en capital, elles s'élèveraient respectivement à **37,6 milliards de FC**, **41,2 milliards de FC** et **42,9 milliards de FC** pour les mêmes exercices budgétaires, soit une moyenne annuelle de **40,5 milliards de FC**.

Tableau 5: Evolution des dépenses des ETD par grande nature de 2017-2019

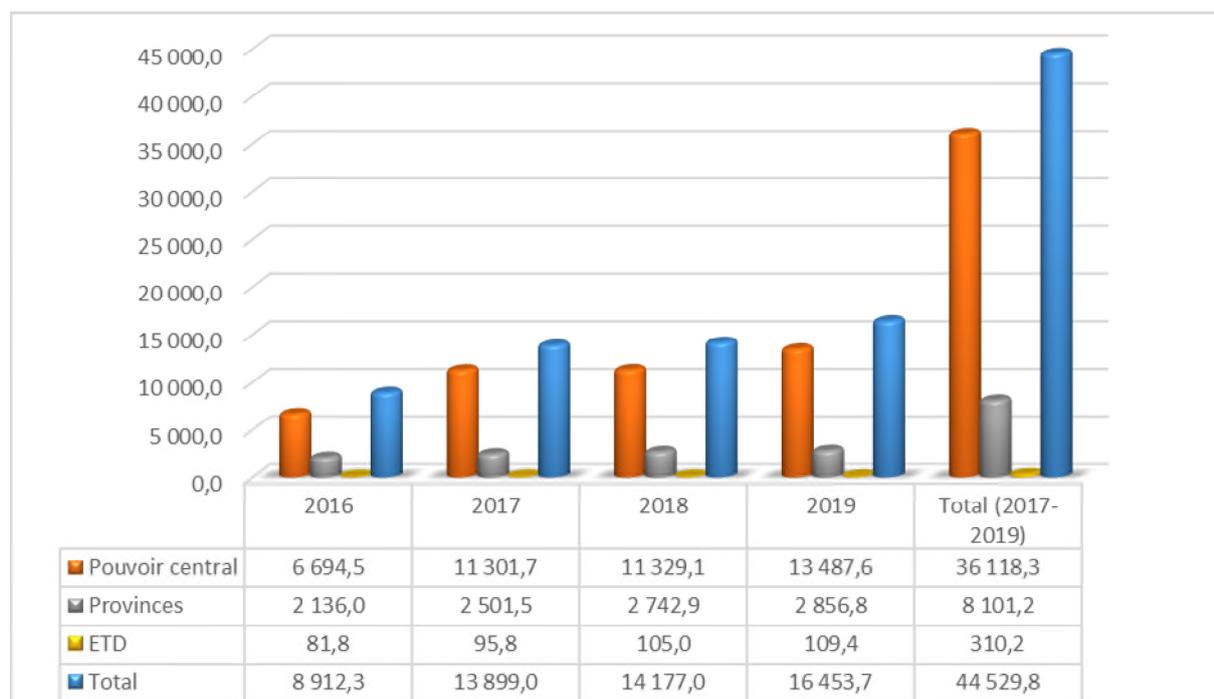
Rubriques	2016	Projections						Total (2017-2019)	Moyenne (2017-2019)
		2017	Tx. accr. (%)	2018	Tx. accr. (%)	2019	Tx. accr. (%)		
BUDGET GENERAL	81 791 916 649	95 788 558 385	17,1	105 032 154 270	9,7	109 390 988 672	4,2	310 211 701 327	103 403 900 442
Dépenses courantes	49 717 267 540	58 225 134 948	17,1	63 843 860 470	9,7	66 493 380 680	4,2	188 562 376 098	62 854 125 366
Dettes publiques	4 707 587 101	5 513 172 944	17,1	6 045 194 133	9,7	6 296 069 689	4,2	17 854 436 766	5 951 478 922
Frais financiers	295 091 094	345 588 557	17,1	378 937 853	9,7	394 663 774	4,2	1 119 190 185	373 063 395
Dépenses de Personnel	20 051 520 548	23 482 837 002	17,1	25 748 930 772	9,7	26 817 511 400	4,2	76 049 279 174	25 349 759 725
Biens, matériels et prestations	7 214 263 235	8 448 804 031	17,1	9 264 113 620	9,7	9 648 574 336	4,2	27 361 491 987	9 120 497 329
Subventions et Transferts	17 448 805 562	20 434 732 414	17,1	22 406 684 092	9,7	23 336 561 481	4,2	66 177 977 987	22 059 325 996
Depenses en capital	32 074 649 109	37 563 423 438	17,1	41 188 293 799	9,7	42 897 607 992	4,2	121 649 325 229	40 549 775 076
Investissements sur Ressources propres	28 922 140 962	33 871 442 334	17,1	37 140 036 519	9,6	38 681 348 034	4,2	109 692 826 887	36 564 275 629
Investissements sur Ressources Extérieures	3 152 508 147	3 691 981 104	17,1	4 048 257 280	9,7	4 216 259 957	4,2	11 956 498 342	3 985 499 447

Source : Données calculées sur base de la consolidation budgétaire 2015, DPSB, mai 2017

2.3. EVOLUTION PREVISIONNELLE DES RECETTES

Les recettes publiques à mobiliser au cours de la période 2017-2019 pour couvrir l'ensemble des dépenses de l'Etat de la même période se situeraient à **44.529,8 milliards de FC**, à raison de **36.118,4 milliards de FC** pour le Pouvoir central, **8.101,2 milliards de FC** pour les Provinces et **310,2 milliards de FC** pour les ETD.

Graphique 2 : Evolution des recettes par niveau de pouvoir



Source : **Données calculées sur base de la consolidation budgétaire 2015, DPSB, mai 2017**

2.3.1. Mesures et actions pour la maximisation des recettes

Au cours de la période 2017-2019, le Gouvernement entend maximiser les recettes pour le financement de son programme à travers les actions et mesures ci-après : (i) la mobilisation accrue des recettes internes, (ii) le recours au concours du secteur financier, (iii) l'amélioration du climat des affaires, (iv) le recours à l'emprunt intérieur et extérieur et (v) le recours au partenariat public-privé.

Pour la mobilisation accrue des ressources internes, les efforts du Gouvernement vont se polariser sur la réforme fiscale dans le sens de l'élargissement de l'assiette fiscale et de l'allègement de la législation fiscale, aux fins de la rendre plus attractive, et sur la redynamisation de l'administration fiscale.

Par ailleurs, dans le souci de mieux retracer les recettes, le Gouvernement entend accélérer la mise en place du système de gestion informatisée des contribuables et instaurer une chaîne de la recette publique.

Une attention particulière sera portée sur l'évaluation de la réforme de la TVA, l'éradication de toute forme de fraude et l'amélioration du management des Administrations financières afin de rendre transparente et efficace, la gestion des finances publiques.

La mobilisation du concours du secteur financier passe notamment par la relance de ce secteur à travers l'augmentation du capital minimum des banques, la création du fonds de garantie des dépôts et des crédits, l'augmentation de la pénétration et de l'inclusion financières, l'accélération et le parachèvement du processus de libéralisation des assurances qui vise entre autres, la création d'un fonds de garantie des assurances et la restructuration de la SONAS.

En ce qui concerne l'amélioration du climat des affaires, le Gouvernement entend mener des actions visant la lutte contre les tracasseries administratives et fiscales, en mettant en place un dispositif d'information et de sensibilisation des opérateurs économiques sur le système fiscal. Dans le même ordre d'idées, le décret limitant le nombre de services opérant aux frontières sera mis en application.

Dans le cadre du recours à l'emprunt intérieur, le Gouvernement entend émettre des titres à court et moyen termes, notamment les bons du trésor et les obligations, tout en garantissant la soutenabilité budgétaire. Le recours à l'emprunt extérieur suppose le renforcement de la coopération financière avec les partenaires traditionnels et non traditionnels ainsi que la conclusion d'un programme formel avec le FMI.

2.3.2. Trajectoire des recettes du Pouvoir central

Au cours de la période de 2017 à 2019, les recettes du pouvoir central seraient constituées de **31.947,4 milliards de FC** au titre de budget général, **2.845,1 milliards de FC** des budgets annexes et de **1.325,9 milliards de FC** de comptes spéciaux.

Les recettes courantes se situeraient en moyenne à **7.673,4 milliards de FC** entre 2017 et 2019, soit **6.166,5 milliards de FC** en 2017, **7.681,7 milliards de FC** en 2018 et **9.172,0 milliards de FC** en 2019. Comparées au produit intérieur brut, il se dégagerait une pression fiscale de **13,0%**, **14,0%** et **15,0%**, respectivement en 2017, 2018 et 2019.

Quant aux recettes extérieures, elles passeraient de **3.847,3 milliards de FC** en 2017 à **2.844,7 milliards de FC** en 2019, soit une moyenne annuelle de **2.975,7 milliards de FC** au cours de la période 2017-2019.

Tableau 6 : Evolution des recettes du Pouvoir central de 2017 à 2019

Agregats	2016	Projections						Total (2017-2019)	Moyenne (2017-2019)
		2017	Tx. acc.	2018	Tx. acc.	2019	Tx. Acc.		
Recettes du Budget général (en milliards de FC)	5 590,8	10 013,8	79,1	9 916,9	- 1,0	12 016,7	21,2	31 947,4	10 649,1
Recettes courantes (en milliards de FC)	4 387,0	6 166,5	40,6	7 681,7	24,6	9 172,0	19,4	23 020,3	7 673,4
Recettes extérieures (en milliards de FC)	1 110,5	3 847,3	246,4	2 235,1	- 41,9	2 844,7	27,3	8 927,1	2 975,7
Recettes exceptionnelles (en milliards de FC)	93,3								
PIB (en milliards de FC)	37 783,9	47 431,9	25,5	54 869,5	15,7	61 146,9	11,4	163 448,3	54 482,8
Pression fiscale (%)	11,6	13,0	12,0	14,0	7,7	15,0	7,1		14,0
Ratio recettes courantes/ Recettes du BG (%)	79,5	61,6	- 22,5	77,5	25,8	76,3	- 1,5		71,8
Ratio recettes extérieures/ Recettes du BG (%)	19,9	38,4	93,4	22,5	- 41,3	23,7	5,0		28,2
Recettes des Budgets annexes	830,4	878,5	5,8	963,3	9,6	1 003,3	4,2	2 845,1	948,4
Recettes des Comptes spéciaux	366,7	409,4	11,7	448,9	9,6	467,5	4,2	1 325,9	442,0

Source : DPSB, mai 2017

2.3.3. Trajectoire des recettes des Provinces

Au cours de la période 2017-2019, les recettes courantes des provinces se situeraient à **7.517,9 milliards de FC**, soit une moyenne annuelle de **2.506,0 milliards de FC**, provenant des recettes à caractère national, des recettes d'intérêt commun et des recettes spécifiques. Les recettes des budgets annexes atteindraient une moyenne de **25,1 milliards de FC** sur la période.

Tableau 7 : Evolution des recettes des Provinces de 2017 à 2019

Agregats	2016	Projections						Total (2017-2019)	Moyenne (2017-2019)
		2017	Tx. acc.	2018	Tx. acc.	2019	Tx. Acc.		
Recettes du Budget général (en milliards de FC)	2 116,2	2 478,3	17,1	2 717,4	9,6	2 830,2	4,2	8 025,9	2 675,3
Recettes courantes (en milliards de FC)	1 982,2	2 321,4	17,1	2 545,4	9,6	2 651,1	4,2	7 517,9	2 506,0
Recettes extérieures (en milliards de FC)	133,9	156,9	17,1	172,0	9,6	179,1	4,1	508,0	169,3
PIB (en milliards de FC)	37 783,9	47 431,9	25,5	54 869,5	15,7	61 146,9	11,4	163 448,3	54 482,8
Pression fiscale (%)	5,2	4,9	- 6,7	4,6	- 5,2	4,3	- 6,5		4,6
Ratio recettes courantes/ Recettes du BG (%)	79,5	93,7	17,9	93,7	0,0	93,7	0,0		93,7
Ratio recettes extérieures/ Recettes du BG (%)	6,3	6,3	0,0	6,3	- 0,0	6,3	- 0,0		6,3
Recettes des Budgets annexes	830,4	23,3		25,5	9,7	26,6	4,1	75,3	25,1

Source : Données calculées sur base de la consolidation budgétaire 2015, DPSB, mai 2017

2.3.4. Trajectoire des recettes des ETD

Au cours de la période 2017-2019, comme l'indique le tableau 8 ci-dessous, les recettes des ETD seraient constituées essentiellement de recettes spécifiques qui se situeraient à **310,2 milliards de FC**, soit une moyenne annuelle de **103,4 milliards de FC**.

Tableau 8 : Evolution des recettes des ETD de 2017 à 2019

Agregats	2016	Projections						Total (2017-2019)	Moyenne (2017-2019)
		2017	Tx. acc.	2018	Tx. acc.	2019	Tx. Acc.		
Recettes du Budget général (en milliards de FC)	81,8	95,8	17,1	105,0	9,7	109,4	4,1	310,2	103,4
Recettes courantes (en milliards de FC)	81,8	95,8	17,1	105,0	9,7	109,4	4,1	310,2	103,4
PIB (en milliards de FC)	37 783,9	47 431,9	25,5	54 869,5	15,7	61 146,9	11,4	163 448,3	54 482,8
Pression fiscale (%)	0,0	0,0		0,0		0,0			

Source : **Données calculées sur base de la consolidation budgétaire 2015, DPSB, mai 2017**

2.4. EVOLUTION PREVISIONNELLE DU SOLDE BUDGETAIRE ET DE SON FINANCEMENT

L'évolution des recettes et des dépenses dégage un solde global nul en 2017 et des soldes négatifs en 2018 et 2019 respectivement de **156,0 milliards de FC** et de **162,4 milliards de FC**, tel que repris dans le tableau 9 ci-dessous.

S'agissant particulièrement du pouvoir central, le solde négatif se situerait à **1.311,3 milliards de FC** en 2018 et **1.365,0 milliards de FC** en 2019. Ce niveau de déficit, qui avoisine **0,02%** des recettes courantes en 2018 et **0,05%** en 2019, nécessite un financement à concurrence des mêmes montants pour couvrir l'ensemble de dépenses projetées pour la même période.

Pour résorber ce gap, le Gouvernement pourrait recourir entre autres, à un endettement prudent.

Il sied d'indiquer que le CDMT central 2017-2019 a arrêté des allocations auxquelles les sectoriels devraient se référer dans la programmation de leurs besoins. Ainsi, ils devraient opérer des arbitrages, en ne retenant que les actions prioritaires à mettre en œuvre, afin de rendre conforme le niveau de leurs besoins à celui défini par le CBMT.

Tableau 9 : Evolution du solde et de l'endettement

Agrégats	2017	2018	2019	Total	Moyenne
DEPENSES TOTALES	13 899 029 218 199	14 354 529 855 727	16 470 153 497 214	44 723 712 571 140	14 907 904 190 380
Pouvoir central	11 301 710 431 036	11 506 569 805 603	13 504 003 105 010	36 312 283 341 650	12 104 094 447 217
Budget général	10 013 784 680 698	10 094 359 220 358	12 033 185 780 478	32 141 329 681 535	10 713 776 560 512
Budgets annexes	878 517 953 794	963 294 936 335	1 003 271 676 193	2 845 084 566 321	948 361 522 107
Comptes spéciaux	409 407 796 544	448 915 648 910	467 545 648 340	1 325 869 093 793	441 956 364 598
Provinces	2 501 530 228 777	2 742 927 895 854	2 856 759 403 532	8 101 217 528 164	2 700 405 842 721
ETD	95 788 558 385	105 032 154 270	109 390 988 672	310 211 701 327	103 403 900 442
RECETTES TOTALES	13 899 029 218 199	14 177 027 485 057	16 453 700 989 067	44 529 757 692 323	14 843 252 564 108
Pouvoir central	11 301 710 431 036	11 329 067 434 933	13 487 550 596 863	36 118 328 462 833	12 039 442 820 944
Budget général	10 013 784 680 698	9 916 856 849 688	12 016 733 272 331	31 947 374 802 717	10 649 124 934 239
Recettes courantes	6 166 509 875 455	7 681 735 600 000	9 172 033 500 000	23 020 278 975 455	7 673 426 325 152
Recettes extérieures	3 847 274 805 243	2 235 121 249 688	2 844 699 772 331	8 927 095 827 262	2 975 698 609 087
Budgets annexes	878 517 953 794	963 294 936 335	1 003 271 676 193	2 845 084 566 322	948 361 522 107
Comptes spéciaux	409 407 796 544	448 915 648 910	467 545 648 340	1 325 869 093 794	441 956 364 598
Provinces	2 501 530 228 777	2 742 927 895 854	2 856 759 403 532	8 101 217 528 164	2 700 405 842 721
ETD	95 788 558 385	105 032 154 270	109 390 988 672	310 211 701 327	103 403 900 442
Solde global	0	-177 502 370 670	-16 452 508 147	-193 954 878 817	-96 977 439 409
Solde Pouvoir central	0	-177 502 370 670	-16 452 508 147	-193 954 878 817	-96 977 439 409
Solde Provinces	0	0	0	0	-
Solde ETD	0	0	0	0	-
Ratio solde PC/Recettes courantes (%)	0,0	-2,3	-0,2	-2,5	-1,2
Ratio solde PC/PIB (%)	0,0	0,3	0,03		
Endettement	0	-177 502 370 670	-16 452 508 147	-193 954 878 817	-96 977 439 409

Source : DPSB, mai 2017.

III. RISQUES ET CONTRAINTES DE LA MISE EN ŒUVRE DU CBMT

La mise en œuvre de la programmation budgétaire des politiques prévues par le Gouvernement pour la période 2017-2019 telles que préconisées dans son programme d'action pourrait être perturbée par des facteurs exogènes ou endogènes.

Sur le plan externe, des inquiétudes demeurent si la reprise actuelle de l'activité économique mondiale, des cours des matières premières et des produits pétroliers ne s'inscrivent pas dans la durée. En effet, une éventuelle rechute des cours influencerait négativement les hypothèses macroéconomiques qui sous-tendent le CBMT, avec comme conséquence, la baisse du niveau des recettes attendues.

Sur le plan interne, une faible mobilisation des recettes par rapport aux prévisions pourrait compromettre le financement des politiques publiques. De manière spécifique, la mobilisation des recettes courantes requiert la poursuite de la mise en œuvre des réformes envisagées notamment sur le plan fiscal. Quant aux recettes extérieures, leur réalisation est tributaire du respect des engagements par les parties prenantes.

CONCLUSION

Le CBMT 2017-2019, document de programmation budgétaire du Plan National Stratégique de Développement, présente l'évolution de l'ensemble des dépenses à hauteur de **44.723,7 milliards de FC**, dont **36.312,3 milliards de FC** pour le pouvoir central, **8.101,2 milliards de FC** pour les provinces et **310,2 milliards de FC** pour les ETD.

Il contient également l'ensemble des recettes évaluées à **44.529,8 milliards de FC**, dont **36.118,3 milliards de FC** pour le pouvoir central, **8.101,2 milliards de F C** pour les provinces et **310,2 milliards de FC** pour les ETD.

Ainsi, les recettes comparées aux dépenses dégagent un solde négatif de **193,9 milliards de FC** pour le pouvoir central et un solde nul pour les provinces et les ETD pour la période.

En vue d'atteindre les objectifs fixés et de stabiliser le cadre macroéconomique au cours de la période, la trajectoire des recettes et des dépenses y définie requiert la mise en œuvre des politiques budgétaires et monétaires prudentes et la recherche de financement pour combler le gap constaté.

La mise en œuvre du CBMT est sujette à divers risques internes et externes. Aussi, sa soutenabilité est tributaire de la capacité du Gouvernement à mettre en œuvre les politiques publiques arrêtées et à prendre des mesures pour faire face aux chocs des facteurs exogènes ou endogènes.

Annexe

ANNEXE : CADRE DE DEPENSES A MOYEN TERME (CDMT-CENTRAL) PAR SECTION-RUBRIQUE 2017-2019

SECTION-RUBRIQUES		2016	2017	2018	2019	
		Budget Rectifié 2016	PLF 2017	Projection	Projection	
I BUDGET GENERAL		5 497 471 597 384	10 013 784 680 698	10 094 359 220 358	12 033 185 780 480	
10 PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE		95 535 605 106	102 161 781 238	119 890 918 542	140 751 323 662	
	8	Fonctionnement des Institutions	41 976 892 064	46 083 368 950	57 834 582 502	73 607 650 457
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 875 000 000	3 250 569 472	3 760 282 942	4 785 814 653
	13	Investissements sur Ressources Propres	4 261 114 400	2 464 984 359	2 851 512 240	3 629 197 396
	15	Rémunérations	43 329 511 554	46 687 249 455	51 192 569 027	53 317 060 642
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 182 536 411	1 465 058 335	1 694 790 379	2 157 005 936
	19	Subventions aux Services Ex-BPO	1 910 550 677	2 210 550 667	2 557 181 453	3 254 594 577
11 PRIMATURE		22 035 183 357	35 540 304 708	45 064 215 007	52 944 005 862	
	8	Fonctionnement des Institutions	8 016 323 870	14 044 874 614	21 247 215 415	27 041 910 529
	13	Investissements sur Ressources Propres	776 637 800	4 100 000 000	4 742 910 495	6 036 431 539
	15	Rémunérations	13 242 221 687	17 395 430 094	19 074 089 098	19 865 663 795
12 VICE-PRIMATURE / INTÉRIEUR ET SECURITE		799 725 661	2 506 000 000	2 898 959 439	3 689 584 740	
	8	Fonctionnement des Institutions	799 725 661	2 506 000 000	2 898 959 439	3 689 584 740
13 VICE-PRIMATURE / AFFAIRES ETRANGERES ET INTEGRATION REGIONALE (EX-PT-NTIC)		799 725 650	2 506 000 000	2 898 959 439	3 689 584 740	
	8	Fonctionnement des Institutions	799 725 650	2 506 000 000	2 898 959 439	3 689 584 740
14 VICE-PRIMATURE / TRANSPORT ET VOIES DE COMMUNICATION (EX-EMPLOI)		799 725 658	2 506 000 000	2 898 959 439	3 689 584 740	
	8	Fonctionnement des Institutions	799 725 658	2 506 000 000	2 898 959 439	3 689 584 740
15 CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX		2 602 720 569	6 174 090 130	9 100 691 932	11 408 052 885	
	8	Fonctionnement des Institutions	1 051 628 671	4 611 340 845	7 334 433 387	9 334 733 402
	13	Investissements sur Ressources Propres	860 653 010	873 921 283	1 010 958 640	1 286 674 633
	15	Rémunérations	690 438 888	688 828 002	755 299 904	786 644 850
16 ASSEMBLEE NATIONALE		150 710 752 913	155 383 542 417	175 775 295 697	204 417 496 816	
	8	Fonctionnement des Institutions	71 242 305 116	76 448 782 001	89 052 865 726	113 340 010 924
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	700 000 000	500 000 000	578 403 719	736 150 188
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	10 146 195	0	0	0
	13	Investissements sur Ressources Propres	2 385 188 200	2 326 602 854	2 691 431 486	3 425 458 255
	15	Rémunérations	76 373 113 402	76 108 157 562	83 452 594 767	86 915 877 450
17 SÉNAT		44 667 618 887	49 010 998 660	55 232 758 385	64 143 360 490	
	8	Fonctionnement des Institutions	20 468 724 607	24 175 201 492	27 966 052 894	35 593 158 229
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	400 000 000	462 722 975	588 920 150
	13	Investissements sur Ressources Propres	0	167 987 920	194 329 675	247 328 678
	15	Rémunérations	24 198 894 280	24 267 809 248	26 609 652 840	27 713 953 433
18 ORGANE DÉLIBÉRANT PROVINCIAL OU LOCAL		9 399 415 282	12 510 093 004	27 107 923 362	58 898 124 396	
	14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	9 399 415 282	12 510 093 004	27 107 923 362	58 898 124 396
19 ORGANE EXÉCUTIF PROVINCIAL OU LOCAL		234 159 871 349	259 972 537 244	293 236 916 878	327 399 272 577	

SECTION-RUBRIQUES		2016	2017	2018	2019	
		Budget Rectifié 2016	PLF 2017	Projection	Projection	
	14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	12 259 871 349	6 972 537 244	15 038 420 187	34 178 227 699
	18	Subventions aux Services Déconcentrés	9 500 000 000	13 000 000 000	15 038 496 690	19 139 904 878
	20	Transfert aux Provinces et ETD (Fonctionnement)	212 400 000 000	240 000 000 000	263 160 000 000	274 081 140 000
20 POUVOIR JUDICIAIRE		111 663 543 469	118 751 005 517	133 449 158 875	153 352 029 032	
	8	Fonctionnement des Institutions	45 961 250 095	52 113 807 341	60 285 639 939	76 727 178 104
	13	Investissements sur Ressources Propres	5 124 425 500	1 589 043 403	1 838 217 227	2 339 549 199
	15	Rémunérations	60 577 867 874	65 048 154 773	71 325 301 709	74 285 301 730
21 SECRÉTARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT		30 382 972 263	39 925 925 304	43 917 484 203	46 355 276 283	
	8	Fonctionnement des Institutions	1 663 373 521	2 250 000 000	2 602 816 735	3 312 675 844
	13	Investissements sur Ressources Propres	237 650 500	50 000 000	57 840 372	73 615 019
	15	Rémunérations	28 481 948 242	37 625 925 304	41 256 827 096	42 968 985 420
22 AFFAIRES ÉTRANGÈRES		31 120 797 524	39 763 159 330	44 592 265 006	50 842 551 080	
	9	Fonctionnement des Ministères	15 862 485 961	15 910 974 364	18 405 933 485	23 425 733 527
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	490 000 000	300 000 000	347 042 231	441 690 113
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	0	0	0	0
	13	Investissements sur Ressources Propres	1 733 918 000	237 424 689	274 654 646	349 560 459
	15	Rémunérations	13 034 393 563	23 314 760 277	25 564 634 644	26 625 566 981
23 COOPÉRATION INTERNATIONALE		8 951 454 007	8 839 510 438	10 136 789 033	12 527 946 416	
	3	Contrepartie des Projets	700 000 000	0	0	0
	9	Fonctionnement des Ministères	6 714 513 162	7 322 291 750	8 470 481 557	10 780 612 891
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	125 489 751	0	0	0
	13	Investissements sur Ressources Propres	0	44 392 280	51 353 320	65 358 771
	15	Rémunérations	1 411 451 094	1 472 826 408	1 614 954 156	1 681 974 754
24 DECENTRALISATION		9 629 485 995	11 454 802 365	11 710 545 024	13 390 310 926	
	9	Fonctionnement des Ministères	3 158 414 196	3 181 011 788	3 679 818 096	4 683 404 849
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	100 000 000	115 680 744	147 230 038
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	113 290 391	2 040 667 200	1 180 329 497	1 502 237 542
	13	Investissements sur Ressources Propres	137 522 000	56 535 491	65 400 676	83 237 225
	15	Rémunérations	6 013 399 608	5 971 503 108	6 547 753 158	6 819 484 914
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	206 859 800	105 084 778	121 562 853	154 716 358
25 INTÉRIEUR ET SECURITE		327 654 670 600	477 288 501 488	448 741 844 286	532 865 362 404	
	3	Contrepartie des Projets	6 932 186 937	1 700 000 000	1 966 572 644	2 502 910 638
	9	Fonctionnement des Ministères	74 427 908 999	76 095 687 587	88 028 057 378	112 035 709 390
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 455 410 000	2 855 410 000	3 303 159 526	4 204 021 215
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	25 635 566 138	170 363 899 146	98 539 112 824	125 413 416 321
	13	Investissements sur Ressources Propres	7 375 781 800	6 127 580 726	7 088 430 959	9 021 639 402
	14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	0	7 896 937 462	17 032 173 453	37 006 267 775
	15	Rémunérations	208 811 100 928	211 364 788 296	231 761 490 367	241 379 592 217
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 016 715 798	884 198 271	1 022 847 136	1 301 805 446
26 RELATIONS AVEC LES PARTIS POLITIQUES		466 119 612	966 119 612	1 117 614 353	1 422 418 267	
	9	Fonctionnement des Ministères	466 119 612	966 119 612	1 117 614 353	1 422 418 267

SECTION-RUBRIQUES		2016	2017	2018	2019	
		Budget Rectifié 2016	PLF 2017	Projection	Projection	
27 DEFENSE		399 976 224 836	428 966 352 415	471 701 758 644	530 303 224 839	
	9	Fonctionnement des Ministères	140 206 566 687	135 312 700 647	156 530 738 524	199 220 939 939
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	4 172 431 694	1 000 000 000	1 156 807 438	1 472 300 375
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	0	13 604 448 000	7 868 863 316	10 014 916 948
	13	Investissements sur Ressources Propres	6 280 427 200	2 784 025 340	3 220 581 220	4 098 921 553
	15	Rémunérations	249 316 799 255	276 265 178 428	302 924 768 146	315 496 146 024
28 ANCIENS COMBATTANTS		850 401 580	1 691 367 111	1 943 682 083	2 419 527 143	
	9	Fonctionnement des Ministères	563 704 351	1 163 704 351	1 346 181 849	1 713 322 353
	13	Investissements sur Ressources Propres	70 331 700	313 692 959	362 882 348	461 850 261
	15	Rémunérations	216 365 529	213 969 801	234 617 887	244 354 529
29 ÉCONOMIE NATIONALE		8 339 886 154	15 272 420 041	15 630 078 320	17 593 770 676	
	9	Fonctionnement des Ministères	2 415 727 549	3 023 506 137	3 497 614 387	4 451 509 220
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	400 000 000	462 722 975	588 920 150
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	2 435 086 955	2 576 600 000	1 490 315 022	1 896 764 573
	13	Investissements sur Ressources Propres	776 480 800	204 514 396	236 583 775	301 106 623
	15	Rémunérations	2 712 590 850	9 067 799 508	9 942 842 161	10 355 470 110
30 FINANCES		970 756 189 565	936 462 965 579	2 135 711 949 640	2 494 457 627 134	
	3	Contrepartie des Projets	2 445 258 955	3 290 000 000	3 805 896 470	4 843 868 235
	6	Dette Publique	167 111 720 000	214 233 265 055	314 982 343 185	346 940 832 562
	7	Financement des Réformes	6 000 000 000	1 300 000 000	1 503 849 669	1 913 990 488
	9	Fonctionnement des Ministères	13 753 933 995	14 361 712 583	16 613 735 934	21 144 754 825
	10	Frais Financiers	78 325 328 200	122 516 237 035	228 809 435 770	251 201 651 025
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	48 187 458 704	4 499 800 000	5 205 402 108	6 625 057 229
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	54 200 519 751	35 673 576 866	20 633 729 524	26 261 110 303
	13	Investissements sur Ressources Propres	2 297 243 300	960 606 857	1 111 237 157	1 414 301 837
	15	Rémunérations	43 748 488 464	49 747 100 764	54 547 695 988	56 811 425 371
	16	Rétrocession aux Régies Financières	170 434 437 787	288 959 815 328	357 742 178 273	431 053 872 614
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	509 600 700	258 877 155	299 471 018	381 144 932
	21	TVA Remboursable	383 742 199 709	200 661 973 936	1 130 456 974 544	1 345 865 617 712
31 BUDGET		91 599 431 045	184 066 693 698	209 863 767 822	253 881 390 732	
	2	Charges Communes	39 000 000 000	75 000 000 000	86 760 557 827	110 422 528 144
	5	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	4 000 000 000	26 461 097 910	30 610 394 872	38 958 684 383
	7	Financement des Réformes	600 000 000	2 800 000 000	3 239 060 826	4 122 441 051
	9	Fonctionnement des Ministères	13 870 292 401	14 478 070 989	16 748 340 204	21 316 069 350
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	700 000 000	1 686 480 000	1 950 932 608	2 483 005 137
	13	Investissements sur Ressources Propres	3 119 703 800	9 173 886 992	10 612 420 705	13 506 717 261
	14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	100 644 920	132 435 717	285 638 340	592 050 378
	15	Rémunérations	29 508 789 924	53 034 722 090	58 152 572 772	60 565 904 542
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	700 000 000	1 300 000 000	1 503 849 669	1 913 990 488
32 PLAN		25 027 476 731	67 310 624 174	52 900 237 993	64 743 330 249	
	3	Contrepartie des Projets	1 750 000 000	3 105 000 000	3 591 887 094	4 571 492 665
	9	Fonctionnement des Ministères	4 696 381 373	5 304 159 961	6 135 891 694	7 809 316 701

SECTION-RUBRIQUES		2016	2017	2018	2019	
		Budget Rectifié 2016	PLF 2017	Projection	Projection	
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 193 905 000	1 685 850 750	1 950 204 686	2 482 078 692
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	3 033 712 500	42 099 490 000	24 350 501 578	30 991 547 463
	13	Investissements sur Ressources Propres	3 830 783 566	3 650 000 000	4 222 347 148	5 373 896 370
	15	Rémunérations	7 015 807 965	10 192 625 214	11 176 213 547	11 640 026 409
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 506 886 327	1 273 498 249	1 473 192 246	1 874 971 950
33 RECONSTRUCTION		758 612 161	1 269 525 211	1 455 538 515	1 797 607 247	
	9	Fonctionnement des Ministères	403 006 457	1 003 006 457	1 160 285 330	1 476 726 783
	13	Investissements sur Ressources Propres	140 000 000	50 000 000	57 840 372	73 615 019
	15	Rémunérations	215 605 704	216 518 754	237 412 814	247 265 446
34 JUSTICE		30 501 178 231	33 111 859 362	38 815 935 668	54 881 526 593	
	9	Fonctionnement des Ministères	13 832 692 658	13 075 629 402	15 125 985 345	19 251 254 075
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	176 985 900	317 871 609	367 716 242	468 002 489
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	1 308 859 239	5 878 065 612	3 399 895 010	4 327 139 103
	13	Investissements sur Ressources Propres	3 500 000 000	643 569 095	744 485 516	947 527 020
	14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	4 750 573 506	4 424 212 403	9 542 174 217	19 778 324 740
	15	Rémunérations	6 783 246 928	8 496 910 682	9 316 862 563	9 703 512 359
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	148 820 000	275 600 559	318 816 776	405 766 806
35 REFORMES INSTITUTIONNELLES		515 621 054	1 419 950 699	1 619 683 052	1 965 028 751	
	9	Fonctionnement des Ministères	439 790 666	1 039 790 666	1 202 837 576	1 530 884 188
	15	Rémunérations	75 830 388	380 160 033	416 845 476	434 144 563
36 RELATIONS AVEC LE PARLEMENT		2 759 086 680	3 649 911 730	4 140 718 074	4 927 254 335	
	9	Fonctionnement des Ministères	1 340 277 288	2 248 055 876	2 600 567 758	3 309 813 510
	13	Investissements sur Ressources Propres	0	50 000 000	57 840 372	73 615 019
	15	Rémunérations	1 418 809 392	1 351 855 854	1 482 309 944	1 543 825 807
37 SANTE		366 005 338 403	785 029 880 031	633 335 919 016	760 589 777 388	
	3	Contrepartie des Projets	7 908 461 799	7 500 000 000	8 676 055 783	11 042 252 814
	9	Fonctionnement des Ministères	24 897 006 516	25 504 785 104	29 504 125 105	37 550 704 679
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	4 115 521 274	28 000 000 000	32 390 608 256	41 224 410 507
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	114 770 425 337	490 791 984 448	283 875 908 986	361 296 611 437
	13	Investissements sur Ressources Propres	20 830 945 300	26 061 414 833	30 148 038 516	38 370 230 838
	14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	24 133 358 185	19 899 942 112	42 920 343 157	54 625 891 291
	15	Rémunérations	163 920 982 306	179 356 287 675	196 664 169 436	204 825 732 467
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	4 314 720 936	6 701 549 109	7 752 401 853	9 866 693 267
	19	Subventions aux Services Ex-BPO	1 113 916 750	1 213 916 750	1 404 267 925	1 787 250 087
38 ENSEIGNEMENT PRIMAIRE, SECONDAIRE ET PROFESSIONNEL		679 569 998 853	747 375 486 229	810 819 149 088	917 866 045 012	
	3	Contrepartie des Projets	4 174 320 003	1 800 000 000	2 082 253 388	2 650 140 675
	7	Financement des Réformes	1 200 000 000	500 000 000	578 403 719	736 150 188
	9	Fonctionnement des Ministères	51 285 187 549	51 892 966 137	60 030 169 192	76 402 033 517
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	630 000 000	700 000 000	809 765 206	1 030 610 263
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	18 487 924 051	61 996 018 993	35 858 727 939	45 638 381 014
	13	Investissements sur Ressources Propres	13 359 881 000	39 926 068	46 186 772	58 783 165
	14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	18 240 205 517	18 984 091 438	40 945 029 611	93 056 885 481

SECTION-RUBRIQUES		2016	2017	2018	2019	
		Budget Rectifié 2016	PLF 2017	Projection	Projection	
	15	Rémunérations	572 192 480 733	611 462 483 593	670 468 613 260	698 293 060 710
39 ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL		56 412 792 789	22 688 120 450	41 685 711 059	81 684 818 622	
	9	Fonctionnement des Ministères	7 672 984 697	7 282 815 493	8 424 815 130	10 722 491 983
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	33 058 048 475	1 319 349 491	763 116 652	971 239 375
	13	Investissements sur Ressources Propres	7 374 150 000	509 739 371	589 670 296	750 489 467
	14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	8 237 453 649	13 506 060 128	31 831 182 964	69 160 479 348
	15	Rémunérations	70 155 968	70 155 967	76 926 018	80 118 448
40 ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE		175 824 770 415	189 424 836 292	208 798 791 956	222 318 265 534	
	1	Bourse d'Études	700 000 000	1 000 000 000	1 156 807 438	1 472 300 375
	9	Fonctionnement des Ministères	4 941 509 752	5 549 288 340	6 419 458 026	8 170 219 305
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 240 000 000	2 043 504 477	2 363 941 178	3 008 652 408
	13	Investissements sur Ressources Propres	3 420 000 000	1 346 160 261	1 557 248 202	1 981 952 257
	15	Rémunérations	162 143 260 663	171 276 843 214	187 805 058 584	195 598 968 515
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 380 000 000	8 209 040 000	9 496 278 528	12 086 172 672
41 RECHERCHE SCIENTIFIQUE		31 145 581 631	34 287 872 973	36 913 906 713	41 496 827 481	
	3	Contrepartie des Projets	89 985 700	650 000 000	751 924 835	956 995 244
	9	Fonctionnement des Ministères	2 209 381 927	2 817 160 515	3 258 912 237	4 147 706 483
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 975 734 285	2 778 093 011	3 213 718 658	4 090 187 383
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	0	2 500 000 000	1 446 009 297	1 840 375 469
	13	Investissements sur Ressources Propres	2 399 400 000	1 218 591 235	1 409 675 404	1 794 132 333
	15	Rémunérations	21 248 933 520	21 631 667 963	23 719 123 921	24 703 467 564
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	3 222 146 199	2 692 360 249	3 114 542 361	3 963 963 005
42 INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS		272 165 266 315	1 565 095 695 068	1 263 242 369 753	1 598 139 168 375	
	9	Fonctionnement des Ministères	3 180 921 107	3 788 699 695	4 382 795 986	5 578 103 983
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 631 567 388	1 102 230 970	1 275 068 984	1 622 815 071
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	174 064 784 229	1 306 492 144 576	755 679 915 071	961 774 437 363
	13	Investissements sur Ressources Propres	4 375 000 000	35 240 427 323	40 766 388 435	51 884 494 372
	14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	44 448 783 121	179 316 665 355	418 131 933 978	532 167 915 972
	15	Rémunérations	37 647 316 116	37 957 801 260	41 620 729 082	43 347 989 338
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	6 816 894 354	1 197 725 889	1 385 538 217	1 763 412 276
43 URBANISME ET HABITAT		10 742 181 516	15 042 686 404	11 960 633 982	14 907 178 388	
	3	Contrepartie des Projets	931 881 902	0	0	0
	9	Fonctionnement des Ministères	2 849 352 562	3 223 918 733	3 729 453 169	4 746 576 760
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	700 000 000	200 000 000	231 361 488	294 460 075
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	3 904 634 384	9 344 202 111	5 404 721 251	6 878 736 137
	13	Investissements sur Ressources Propres	332 500 000	377 857 217	437 108 039	556 319 322
	14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	50 000 000	90 955 087	177 981 591	368 907 297
	15	Rémunérations	1 973 812 668	1 805 753 256	1 980 008 445	2 062 178 796
44 AGRICULTURE		302 289 611 012	772 421 273 338	478 859 710 496	611 997 381 794	
	3	Contrepartie des Projets	930 886 761	2 155 000 000	2 492 920 028	3 172 807 309
	9	Fonctionnement des Ministères	10 163 957 983	16 914 569 550	19 566 899 861	24 903 327 096
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	3 533 516 700	3 788 078 505	4 382 077 389	5 577 189 404

SECTION-RUBRIQUES		2016	2017	2018	2019	
		Budget Rectifié 2016	PLF 2017	Projection	Projection	
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	254 114 661 058	722 587 020 531	417 947 019 868	531 932 570 741
	13	Investissements sur Ressources Propres	6 534 150 000	422 229 588	488 438 328	621 648 781
	14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	4 817 290 694	4 511 644 191	9 730 747 747	20 169 186 240
	15	Rémunérations	21 495 147 816	20 687 130 973	22 683 439 112	23 624 801 835
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	700 000 000	1 355 600 000	1 568 168 163	1 995 850 389
45 DÉVELOPPEMENT RURAL		61 687 053 125	271 957 916 800	466 221 050 141	874 663 958 757	
	3	Contrepartie des Projets	350 000 000	2 800 000 000	3 239 060 826	4 122 441 051
	9	Fonctionnement des Ministères	8 843 894 122	9 451 672 710	10 933 765 290	13 915 701 278
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 324 000 000	3 166 600 000	3 663 146 432	4 662 186 368
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	3 745 139 223	43 230 350 000	25 004 595 207	31 824 030 264
	13	Investissements sur Ressources Propres	6 534 150 000	5 512 055 461	6 376 386 754	8 115 401 324
	14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	27 131 236 984	196 784 377 319	404 747 570 893	798 456 571 670
	15	Rémunérations	7 858 634 796	8 012 861 310	8 786 102 426	9 150 725 677
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	4 900 000 000	3 000 000 000	3 470 422 313	4 416 901 126
46 INDUSTRIE		5 716 744 703	28 585 705 082	20 707 607 619	25 772 718 951	
	3	Contrepartie des Projets	700 000 000	900 000 000	1 041 126 694	1 325 070 338
	9	Fonctionnement des Ministères	1 419 781 727	2 027 560 315	2 345 496 853	2 985 177 813
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	408 520 000	1 016 558 790	1 175 962 769	1 496 679 888
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	0	21 130 593 942	12 222 014 118	15 555 290 695
	13	Investissements sur Ressources Propres	515 725 100	1 063 357 591	1 230 099 970	1 565 581 780
	15	Rémunérations	2 376 465 276	2 297 138 124	2 518 811 953	2 623 342 649
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	296 252 600	150 496 320	174 095 262	221 575 788
47 COMMERCE EXTÉRIEUR		5 504 764 858	13 066 337 936	12 671 720 438	15 560 823 252	
	3	Contrepartie des Projets	660 627 301	2 000 000 000	2 313 614 875	2 944 600 751
	9	Fonctionnement des Ministères	1 239 062 314	2 696 840 902	3 119 725 614	3 970 559 872
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	315 000 000	1 646 620 000	1 904 822 263	2 424 319 244
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	379 766 015	3 991 488 671	2 308 691 891	2 938 335 134
	13	Investissements sur Ressources Propres	600 600 000	495 767 291	573 507 290	729 918 369
	15	Rémunérations	2 309 709 228	2 235 621 072	2 451 358 505	2 553 089 883
48 MINES		17 682 031 522	22 871 086 151	22 923 877 255	28 521 629 584	
	9	Fonctionnement des Ministères	3 623 896 199	4 231 674 787	4 895 232 868	6 230 296 377
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 750 000 000	2 015 500 000	2 331 545 391	2 967 421 406
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	1 874 509 646	5 840 130 656	3 377 953 290	4 299 213 278
	13	Investissements sur Ressources Propres	1 688 476 200	902 840 934	1 044 413 108	1 329 253 046
	15	Rémunérations	2 681 814 437	2 580 312 288	2 829 312 424	2 946 728 889
	19	Subventions aux Services Ex-BPO	6 063 335 040	7 300 627 486	8 445 420 176	10 748 716 587
49 HYDROCARBURES		10 709 607 894	5 419 562 038	6 256 469 303	7 908 460 104	
	9	Fonctionnement des Ministères	1 735 713 154	2 343 491 742	2 710 968 677	3 450 323 771
	13	Investissements sur Ressources Propres	8 750 000 000	2 861 828 530	3 310 584 529	4 213 471 219
	15	Rémunérations	223 894 740	214 241 766	234 916 096	244 665 114
50 ÉNERGIE		119 260 877 203	368 780 692 543	224 255 089 224	284 564 808 399	
	3	Contrepartie des Projets	2 294 231 545	5 800 000 000	6 709 483 139	8 539 342 176

SECTION-RUBRIQUES		2016	2017	2018	2019	
		Budget Rectifié 2016	PLF 2017	Projection	Projection	
	9	Fonctionnement des Ministères	4 599 231 182	5 207 009 770	6 023 507 630	7 666 282 438
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 400 000 000	200 000 000	231 361 488	294 460 075
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	91 194 903 539	349 497 746 425	202 150 796 262	257 282 831 606
	13	Investissements sur Ressources Propres	15 626 434 500	3 550 312 719	4 107 028 159	5 227 126 748
	14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	546 606 265	470 108 365	543 824 853	692 140 722
	15	Rémunérations	3 183 822 120	3 355 515 264	3 679 322 487	3 832 014 370
	19	Subventions aux Services Ex-BPO	415 648 052	700 000 000	809 765 206	1 030 610 263
51 TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATION		74 214 682 994	142 385 453 267	93 632 643 135	117 362 783 664	
	9	Fonctionnement des Ministères	2 051 376 733	2 659 155 321	3 076 130 653	3 915 075 377
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 836 100 000	1 535 862 630	1 776 697 314	2 261 251 126
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	53 882 160 279	122 147 076 025	70 650 323 019	89 918 592 934
	13	Investissements sur Ressources Propres	7 795 564 700	3 509 229 679	4 059 502 993	5 166 640 173
	14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	166 000 000	135 966 414	157 286 959	200 183 402
	15	Rémunérations	6 506 302 849	7 123 254 132	7 810 648 156	8 134 790 054
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	980 515 900	1 798 102 078	2 080 057 858	2 647 346 364
	19	Subventions aux Services Ex-BPO	996 662 533	3 476 806 988	4 021 996 183	5 118 904 233
52 POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'		28 827 348 613	32 693 102 973	22 793 984 240	28 495 559 782	
	9	Fonctionnement des Ministères	1 525 863 163	2 133 641 751	2 468 212 647	3 141 361 551
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	411 673 555	274 174 586	317 167 200	403 667 346
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	24 420 296 289	25 766 000 000	14 903 150 220	18 967 645 734
	13	Investissements sur Ressources Propres	0	723 794 118	837 290 419	1 065 642 352
	15	Rémunérations	1 040 333 760	2 031 096 412	2 227 097 216	2 319 521 750
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	425 953 500	372 167 760	430 526 433	547 942 733
	19	Subventions aux Services Ex-BPO	1 003 228 346	1 392 228 346	1 610 540 106	2 049 778 316
53 COMMUNICATION ET MEDIAS		28 444 271 968	31 882 637 825	34 038 308 356	36 769 778 545	
	9	Fonctionnement des Ministères	1 344 299 566	1 952 078 154	2 258 178 528	2 874 045 399
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 131 632 600	755 275 885	873 708 761	1 111 992 969
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	0	2 222 270 215	1 285 369 357	1 635 924 636
	13	Investissements sur Ressources Propres	70 716 100	50 000 000	57 840 372	73 615 019
	15	Rémunérations	24 941 586 716	25 840 840 146	28 334 481 220	29 510 362 191
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	459 464 600	233 408 017	270 008 130	343 646 711
	19	Subventions aux Services Ex-BPO	496 572 386	828 765 408	958 721 988	1 220 191 621
54 DROITS HUMAINS		1 572 064 580	3 511 230 414	4 034 216 992	5 018 421 859	
	9	Fonctionnement des Ministères	1 030 947 252	3 003 567 684	3 474 549 436	4 422 153 828
	13	Investissements sur Ressources Propres	76 888 400	50 000 000	57 840 372	73 615 019
	15	Rémunérations	464 228 928	457 662 730	501 827 183	522 653 012
55 AFFAIRES FONCIERES		5 953 905 211	5 759 687 003	6 477 901 571	7 467 058 743	
	9	Fonctionnement des Ministères	1 250 558 127	1 998 336 715	2 311 690 775	2 942 151 895
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	350 000 000	200 000 000	231 361 488	294 460 075
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	101 461 956	0	0	0
	13	Investissements sur Ressources Propres	504 632 000	107 439 342	124 286 630	158 182 984
	15	Rémunérations	2 985 104 328	3 066 739 356	3 362 679 704	3 502 230 912

SECTION-RUBRIQUES		2016	2017	2018	2019	
		Budget Rectifié 2016	PLF 2017	Projection	Projection	
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	762 148 800	387 171 590	447 882 975	570 032 877
56 ENVIRONNEMENT ET CONSERVATION DE LA NATURE		81 719 691 145	229 188 410 280	139 741 076 995	176 128 021 700	
	3	Contrepartie des Projets	1 050 416 036	1 000 000 000	1 156 807 438	1 472 300 375
	9	Fonctionnement des Ministères	2 859 429 713	3 467 208 301	4 010 892 351	5 104 772 083
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	673 739 092	874 918 224	1 012 111 909	1 288 142 430
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	68 451 220 388	216 069 922 916	124 975 646 946	159 059 914 295
	13	Investissements sur Ressources Propres	726 746 600	445 944 992	515 872 484	656 564 979
	15	Rémunérations	6 915 421 416	6 800 715 153	7 456 984 165	7 766 449 008
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	1 042 717 900	529 700 694	612 761 703	779 878 531
57 TOURISME		12 045 138 868	11 060 739 268	12 585 722 620	15 137 750 239	
	9	Fonctionnement des Ministères	1 415 122 300	2 022 900 888	2 340 106 793	2 978 317 737
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	920 000 000	300 000 000	347 042 231	441 690 113
	13	Investissements sur Ressources Propres	4 339 852 500	1 781 433 830	2 060 775 904	2 622 805 696
	15	Rémunérations	3 160 012 752	3 472 587 124	3 807 691 781	3 965 710 990
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	210 065 100	606 713 071	701 850 193	893 263 882
	19	Subventions aux Services Ex-BPO	2 000 086 216	2 877 104 355	3 328 255 717	4 235 961 822
58 CULTURE ET ARTS		8 242 164 870	9 078 080 068	10 263 715 221	12 062 849 942	
	9	Fonctionnement des Ministères	2 061 706 514	2 669 485 102	3 088 080 221	3 930 283 917
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 113 902 537	659 619 214	763 052 413	971 157 616
	13	Investissements sur Ressources Propres	350 000 000	663 384 392	767 407 999	976 701 089
	14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	32 463 827	231 920 679	268 287 566	341 456 903
	15	Rémunérations	4 002 376 692	3 944 377 850	4 325 010 313	4 504 498 240
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	681 715 300	909 292 831	1 051 876 710	1 338 752 176
59 JEUNESSE ET INITIATION A LA NOUVELLE CITOYENNETE		5 990 247 472	7 578 079 430	8 482 346 764	9 601 605 229	
	9	Fonctionnement des Ministères	548 164 309	1 645 876 516	1 903 962 195	2 423 224 612
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	734 714 400	570 533 895	659 997 853	839 997 268
	13	Investissements sur Ressources Propres	350 000 000	588 797 257	681 125 046	866 886 422
	15	Rémunérations	4 275 517 763	4 709 732 253	5 164 221 415	5 378 536 604
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	81 851 000	63 139 509	73 040 254	92 960 323
60 SPORTS ET LOISIRS		20 538 701 457	19 016 901 542	27 959 113 824	46 384 843 164	
	9	Fonctionnement des Ministères	6 885 958 623	7 036 014 660	8 139 314 090	10 359 127 024
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 101 100 000	633 332 600	732 643 862	932 455 825
	13	Investissements sur Ressources Propres	2 170 000 000	692 863 749	801 509 938	1 020 103 558
	14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	8 427 162 690	8 676 770 453	16 111 091 912	31 782 790 409
	15	Rémunérations	1 766 315 244	1 882 332 311	2 063 977 379	2 149 632 440
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	188 164 900	95 587 769	110 576 642	140 733 908
61 FONCTION PUBLIQUE		55 713 264 732	131 189 162 788	137 164 120 361	161 656 819 319	
	7	Financement des Réformes	1 800 000 000	400 000 000	462 722 975	588 920 150
	9	Fonctionnement des Ministères	5 294 224 173	5 902 002 761	6 827 480 691	8 689 520 880
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	8 670 000 140	52 051 267 578	60 213 293 476	76 635 100 788
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	1 799 656 000	19 924 385 333	11 524 338 572	14 667 340 001
	13	Investissements sur Ressources Propres	3 633 000 000	1 878 960 891	2 173 595 934	2 766 394 825

SECTION-RUBRIQUES		2016	2017	2018	2019	
		Budget Rectifié 2016	PLF 2017	Projection	Projection	
	15	Rémunérations	34 336 800 119	50 941 317 401	55 857 154 530	58 175 226 443
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	179 584 300	91 228 824	105 534 182	134 316 232
62 EMPLOI ET TRAVAIL		13 486 415 114	14 193 401 251	15 683 646 437	17 691 755 469	
	3	Contrepartie des Projets	381 743 061	300 000 000	347 042 231	441 690 113
	9	Fonctionnement des Ministères	1 902 090 036	2 509 868 624	2 903 434 692	3 695 280 517
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	700 000 000	1 242 561 804	1 437 404 737	1 829 424 210
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	1 014 619 565	338 206 521	195 619 909	248 970 794
	13	Investissements sur Ressources Propres	349 231 300	359 026 837	415 324 915	528 595 347
	15	Rémunérations	8 167 271 152	8 950 235 785	9 813 933 538	10 221 211 780
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	971 460 000	493 501 680	570 886 414	726 582 709
63 PREVOYANCE SOCIALE		3 228 857 579	4 683 534 139	5 301 613 096	6 258 423 425	
	9	Fonctionnement des Ministères	332 211 068	1 607 778 570	1 859 890 208	2 367 132 992
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	574 529 995	418 844 021	484 521 879	616 664 209
	13	Investissements sur Ressources Propres	179 676 200	358 070 890	414 219 069	527 187 906
	15	Rémunérations	1 414 439 616	1 929 016 302	2 115 166 375	2 202 945 780
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	728 000 700	369 824 356	427 815 566	544 492 538
64 AFFAIRES SOCIALES		39 697 241 328	29 970 241 680	33 077 451 209	38 271 691 811	
	3	Contrepartie des Projets	350 000 000	1 500 000 000	1 735 211 157	2 208 450 563
	9	Fonctionnement des Ministères	4 013 785 381	4 621 563 969	5 346 259 573	6 804 330 366
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 415 871 377	3 500 000 000	4 048 826 032	5 153 051 313
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	540 293 369	1 179 247 789	682 081 307	868 103 481
	13	Investissements sur Ressources Propres	6 040 249 500	1 373 889 564	1 589 325 666	2 022 778 121
	14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	488 721 067	584 625 749	676 299 415	860 744 710
	15	Rémunérations	23 790 723 134	15 093 759 647	16 550 307 453	17 237 145 212
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	2 057 597 500	2 117 154 962	2 449 140 607	3 117 088 045
65 GENRE, ENFANT ET FAMILLE		21 510 593 683	62 203 820 209	51 340 747 448	64 527 370 770	
	3	Contrepartie des Projets	350 000 000	500 000 000	578 403 719	736 150 188
	9	Fonctionnement des Ministères	3 635 775 787	4 243 554 375	4 908 975 263	6 247 786 699
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 450 000 000	12 848 600 000	14 863 356 044	18 916 998 601
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	7 191 841 918	35 309 494 442	20 423 142 896	25 993 090 958
	13	Investissements sur Ressources Propres	4 649 574 800	5 016 331 434	5 802 929 513	7 385 546 653
	14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	99 473 234	81 476 018	94 252 064	119 957 172
	15	Rémunérations	2 682 317 444	3 216 046 555	3 526 395 048	3 672 740 442
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	481 610 500	988 317 385	1 143 292 902	1 455 100 057
69 COOPERATION REGIONALE		1 156 226 662	1 804 992 674	2 055 038 410	2 476 806 693	
	9	Fonctionnement des Ministères	566 484 373	1 166 484 373	1 349 397 799	1 717 415 380
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	126 827 445	0	0	0
	13	Investissements sur Ressources Propres	0	91 468 969	105 811 984	134 669 797
	15	Rémunérations	462 914 844	547 039 332	599 828 628	624 721 516
70 SOLIDARITE NATIONALE ET ACTIONS HUMANITAIRES		10 932 840 923	12 516 705 105	14 469 390 677	18 373 433 745	
	5	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	3 500 000 000	7 500 000 000	8 676 055 783	11 042 252 814
	9	Fonctionnement des Ministères	3 326 719 372	4 374 497 960	5 060 451 776	6 440 574 988

SECTION-RUBRIQUES		2016	2017	2018	2019	
		Budget Rectifié 2016	PLF 2017	Projection	Projection	
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	396 900 000	247 785 400	286 639 994	364 814 537
	13	Investissements sur Ressources Propres	3 433 325 000	228 158 937	263 935 955	335 918 489
	15	Rémunérations	275 896 551	166 262 808	182 307 169	189 872 916
74 PORTEFEUILLE		10 367 914 410	9 380 347 726	10 670 897 895	12 822 892 597	
	9	Fonctionnement des Ministères	1 697 169 248	2 304 947 836	2 666 380 800	3 393 575 564
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	1 648 571 506	3 158 182 344	3 653 408 825	4 649 793 050
	13	Investissements sur Ressources Propres	4 045 226 200	888 772 508	1 028 138 648	1 308 540 097
	15	Rémunérations	2 902 537 456	2 990 644 758	3 279 241 977	3 415 330 519
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	74 410 000	37 800 280	43 727 645	55 653 366
75 COOPERATION AU DEVELOPPEMENT		0	1 087 068 772	1 257 529 241	1 600 491 761	
	9	Fonctionnement des Ministères	0	1 087 068 772	1 257 529 241	1 600 491 761
76 COMITE NATIONAL DE SUIVI DE L'ACCORD DE ST SYLVESTRE		0	4 000 000 000	4 627 229 751	5 889 201 501	
	8	Fonctionnement des Institutions	0	4 000 000 000	4 627 229 751	5 889 201 501
77 COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDANTE		318 815 987 494	1 220 000 129 675	646 598 960 460	387 596 091 596	
	4	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Extérieures	37 800 000 000	58 090 000 000	33 599 472 028	42 762 964 399
	5	Dépenses Exceptionnelles sur Ressources Propres	248 000 000 000	1 110 899 527 729	555 449 763 865	277 724 881 932
	8	Fonctionnement des Institutions	6 375 307 239	15 000 000 000	17 352 111 565	22 084 505 629
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	363 128 624	311 364 235	360 188 463	458 421 680
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	1 290 310 471	10 883 558 400	12 590 181 306	16 023 867 116
	13	Investissements sur Ressources Propres	782 612 000	611 050 151	706 867 359	899 649 367
	15	Rémunérations	24 204 629 160	24 204 629 160	26 540 375 874	27 641 801 473
78 FORMATION PROFESSIONNELLE, METIERS ET ARTISANATS		0	1 065 726 379	1 232 840 202	1 569 069 348	
	9	Fonctionnement des Ministères	0	1 065 726 379	1 232 840 202	1 569 069 348
79 CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL		7 040 868 259	6 159 413 661	7 035 871 998	8 578 965 582	
	8	Fonctionnement des Institutions	2 967 696 246	4 000 000 000	4 627 229 751	5 889 201 501
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	949 418 708	400 000 000	462 722 975	588 920 150
	13	Investissements sur Ressources Propres	1 365 000 000	277 282 429	320 762 376	408 243 024
	15	Rémunérations	1 758 753 305	1 482 131 232	1 625 156 896	1 692 600 907
80 CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'AUDIO-VISUEL ET DE LA COMMUNICATION		5 458 783 918	8 862 612 144	10 019 271 637	11 771 967 342	
	8	Fonctionnement des Institutions	983 185 018	4 742 624 757	5 486 303 593	6 982 568 209
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	481 281 500	200 000 000	231 361 488	294 460 075
	13	Investissements sur Ressources Propres	195 652 900	55 389 295	64 074 748	81 549 680
	15	Rémunérations	3 798 664 500	3 864 598 092	4 237 531 808	4 413 389 378
81 COMMISSION NATIONALE DES DROITS DE L'HOMME		6 173 287 405	5 525 371 612	6 335 814 554	7 828 431 451	
	8	Fonctionnement des Institutions	2 641 508 687	4 509 753 544	5 216 916 442	6 639 711 835
	13	Investissements sur Ressources Propres	2 042 162 200	87 433 668	101 143 917	128 728 622
	15	Rémunérations	1 489 616 518	928 184 400	1 017 754 195	1 059 990 994
82 PECHE ET ELEVAGE		0	64 517 508 542	40 940 834 710	52 106 516 903	
	9	Fonctionnement des Ministères	0	1 074 945 608	1 243 505 074	1 582 642 822
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	1 000 000 000	1 156 807 438	1 472 300 375
	12	Investissements sur Ressources Extérieures	0	58 252 562 934	33 693 499 034	42 882 635 134

SECTION-RUBRIQUES			2016	2017	2018	2019
			Budget Rectifié 2016	PLF 2017	Projection	Projection
	13	Investissements sur Ressources Propres	0	4 190 000 000	4 847 023 164	6 168 938 572
83 AFFAIRES COUTUMIERES			0	1 301 402 408	1 505 471 985	1 916 055 254
	9	Fonctionnement des Ministères	0	1 001 402 408	1 158 429 754	1 474 365 141
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	150 000 000	173 521 116	220 845 056
	13	Investissements sur Ressources Propres	0	150 000 000	173 521 116	220 845 056
84 AMENAGEMENT DU TERRITOIRE ET RENOVATION DE LA VILLE			0	3 513 212 417	4 064 110 255	5 172 503 960
	3	Contrepartie des Projets	0	1 000 000 000	1 156 807 438	1 472 300 375
	9	Fonctionnement des Ministères	0	2 013 212 417	2 328 899 098	2 964 053 398
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	0	500 000 000	578 403 719	736 150 188
90 PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES			8 876 054 597	98 624 268 180	152 217 036 792	192 478 436 902
	9	Fonctionnement des Ministères	1 846 026 305	2 513 804 893	2 907 988 197	3 701 075 887
	11	Interventions Économiques, Sociales, Culturelles et Scientifiques	2 625 000 000	5 239 510 000	6 061 104 138	7 714 132 539
	13	Investissements sur Ressources Propres	585 969 300	31 000 000 000	35 861 030 569	45 641 311 633
	14	Investissements sur Transfert aux Provinces Et ETD	0	54 893 759 947	101 927 141 753	129 725 453 140
	15	Rémunérations	3 744 648 992	4 939 393 060	5 416 044 490	5 640 810 337
	17	Subventions aux Organismes Auxiliaires	74 410 000	37 800 280	43 727 645	55 653 366
93 OPPOSITION POLITIQUE			254 925 922	502 246 456	581 002 435	739 457 645
	8	Fonctionnement des Institutions	254 925 922	502 246 456	581 002 435	739 457 645
II BUDGETS ANNEXES			830 357 234 210	878 517 953 794	963 294 936 335	1 003 271 676 193
III COMPTES SPECIAUX			366 677 671 524	409 407 796 544	448 915 648 910	467 545 648 340
TOTAL GENERAL			6 694 506 503 117	11 301 710 431 035	11 506 569 805 603	13 504 003 105 012